

Carmen Munoz Dormoy tire les leçons de «la contrainte du climat»



Par Carmen Munoz Dormoy Présidente de Planet A

Publié: 1 septembre 2022 à 15h35 Temps de lecture: 3 minPartage :

Chaque semaine la rédaction de L'union et L'Ardennais Économie parle à un(e) expert(e) qui fait part de son analyse sur un fait d'actualité ou une grande tendance de l'économie. C'est au tour cette semaine de Carmen Munoz Dormoy. Elle est directrice déléguée R&D d'EDF et présidente de Planet A. Ingénieure de formation (CentraleSupélec et Université polytechnique de Madrid), elle a eu de nombreuses responsabilités au sein du groupe EDF dont celle de directrice régionale d'Enedis Champagne-Ardenne (2012-2016).

L'été 2022 et ses vagues de chaleur à répétition ont fait prendre conscience à bon nombre de la réalité tangible du changement climatique. Ces phénomènes sont très bien prédits dans les rapports du GIEC. Leur intensité et fréquence vont augmenter au cours des prochaines années tant que les émissions de gaz à effet de serre dépasseront ce que les systèmes naturels sont capables d'absorber. Nous ne reviendrons pas si tôt au climat de la période pré-industrielle mais nous pouvons arrêter le réchauffement en diminuant de façon drastique les émissions de CO₂, de méthane et autres GES.

Malheureusement les émissions mondiales ont encore augmenté au 1er semestre 2022 de 1,7% par rapport à 2021 pour atteindre 99,4 millions de tonnes de CO₂ par jour. Le dérèglement climatique constitue une contrainte majeure pour toute l'humanité et il faut agir vite et fort pour en limiter les impacts. Au cours de l'été on a vu fleurir dans le débat public des polémiques sur des éventuelles interdictions d'usages émetteurs de CO₂ avec des réactions appuyées sur le respect des libertés individuelles et les éventuels impacts pour l'économie. Il faut être conscient que toute activité légale et économiquement rentable est amenée à se développer. Quand ces activités ont des impacts négatifs il est

indispensable de les réguler. Pour cela il faut introduire des dispositifs (taxes, contraintes) afin de limiter la demande, rendre ces activités moins rentables ou bien les rendre illégales. Les taxes collectées sur des activités polluantes peuvent aussi aider à développer des pratiques vertueuses. Si les interdictions sont parfois difficiles à accepter, la taxation est un levier qui permet d'allouer des moyens pour accompagner les transformations. Émettre du CO2 doit devenir de plus en plus cher pour tous (les gros émetteurs seront les plus impactés) et, à terme, être interdit. Et ceux qui continuent de consommer des produits et services fortement émetteurs (dont les fameux voyages en jet privé ou les SUV), devraient payer de plus en plus cher pour aider à financer les transitions, même s'ils ne sont pas contents.

Par ailleurs, les aides ou les réductions de taxes pour soutenir les activités émettrices de CO2 vont à l'encontre de la lutte contre le réchauffement climatique. Il vaut mieux aider directement les ménages et les entreprises les plus fragiles, ce qui leur laisse le choix d'utiliser autrement l'argent pour réduire durablement leurs émissions.